



Lutte contre l'islamophobie : dans la rue et dans les médias

La CGT a publié le 7 novembre un communiqué pour réaffirmer que « la lutte contre l'islamophobie comme toute forme de racisme, d'antisémitisme et de xénophobie est un combat de toute la CGT ».

La CGT écrit : « Le monde du travail et les travailleurs/travailleuses n'ont rien à gagner dans les divisions, les oppositions ou le rejet de l'autre, que ce soit des travailleurs ou des citoyens entre eux, en fonction de son origine, de ses croyances, de son genre, de sa sexualité, etc. Ce fractionnement est au contraire recherché par les défenseurs du capital qui trouvent, par ce biais, un moyen de détourner les travailleurs et travailleuses des enjeux revendicatifs en attisant les haines ou les racismes. »

Le SNJ-CGT souscrit à cette analyse, tout comme il est fier de la mobilisation de longue date de la CGT pour la régularisation des travailleurs sans-papiers.

Le SNJ-CGT appelle, lui aussi, à participer au rassemblement parisien contre l'islamophobie (dimanche 10 novembre, à 13h, devant la Gare du Nord), quand bien même il ne partage pas les prises de position de tous les signataires de cet appel. Comme le souligne la CGT, « le combat contre l'islamophobie est un combat qui appelle à la mobilisation la plus large possible des forces de progrès ».

Dans ce même communiqué, la CGT pointe aussi des responsabilités, dont celle de certains médias. Comment, en effet, ne pas lier, notamment, le climat ambiant à la tribune complaisamment offerte par CNews aux saillies racistes et xénophobes d'Eric Zemmour, éditorialiste dans l'émission Face à l'info ? Une tribune qui lui permet ainsi de comparer l'immigration à « une énergie qui tue la France ». Ou encore d'affirmer qu'en Hongrie et en Pologne, « seuls pays [européens] qui ne laissent entrer personne », il y a « beaucoup moins d'insécurité - si vous voyez ce que je veux dire - et de violence ».

Malgré sa condamnation définitive pour provocation à la haine raciale, pour des propos tenus sur France 5 en septembre 2016 où il visait spécifiquement les musulmans (il avait notamment estimé que la France vivait « depuis trente ans une invasion »), Eric Zemmour est toujours à l'antenne de CNews. Malgré le vote à l'unanimité le 17 octobre par les élus du personnel de Canal + d'une motion demandant « à la direction de cesser sa collaboration avec Eric Zemmour et [de] le retirer de l'antenne pour des raisons évidentes sur le plan économique, sur la sécurité des personnels, sur

l'image du groupe et sur l'éthique ».

Malgré, encore, l'enquête ouverte à l'encontre d'Eric Zemmour pour « injures publiques » et « provocation publique à la discrimination, la haine ou la violence », malgré les milliers de plaintes reçues par le CSA, malgré la mise en garde adressée par le même CSA à LCI « contre le renouvellement de manquements aux dispositions de sa convention visant "à ne pas encourager des comportements discriminatoires en raison de la race, du sexe, de la religion, ou de la nationalité [...]", et à "conserver en toutes circonstances la maîtrise de son antenne" ».

Car le 28 septembre, c'est sur LCI qu'était retransmise l'intégralité du discours d'Eric Zemmour, prononcé lors de la « convention de la droite », réunie à Paris par Marion Maréchal-Le Pen. Entre autres abjections, Eric Zemmour y déclarait : « En France, comme dans toute l'Europe, tous nos problèmes sont aggravés par l'immigration, école, logement, chômage, déficits sociaux, ordre public, prisons (...) et tous nos problèmes aggravés par l'immigration sont aggravés par l'islam. C'est la double peine. » Le lendemain, la société des journalistes de LCI déclarait « se désolidaris[er] de la décision de [sa] direction de diffuser en direct et en intégralité un discours d'Éric Zemmour. »

CNews est une filiale du groupe Canal +, lui-même détenu par Vivendi, propriété du groupe de Vincent Bolloré. LCI est une filiale de TF1, au sein du groupe Bouygues. Bouygues, Bolloré : deux noms parmi la poignée de milliardaires qui détiennent la grande majorité des médias français. Deux groupes qui, après d'autres, portent une large responsabilité dans la diffusion des diatribes d'Eric Zemmour.

Montreuil, le 8 novembre 2019.